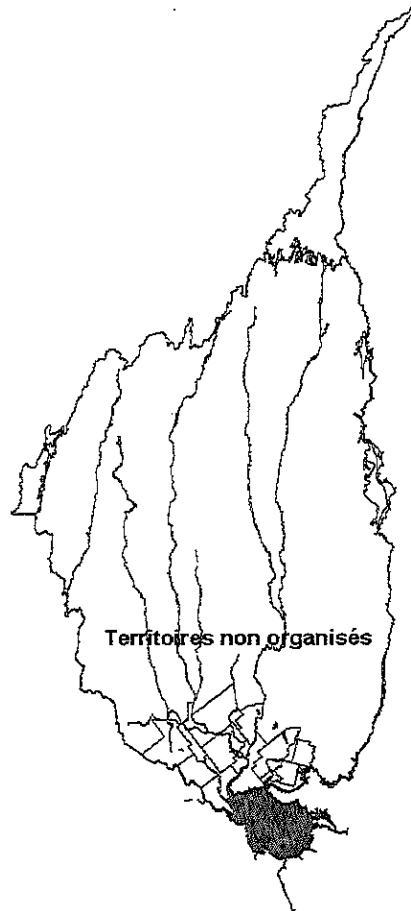


TERRITOIRES NON ORGANISÉS (TNO) MRC DE MARIA-CHAPDELAINÉ



RÈGLEMENT NO. 94-086

RELATIF AU ZONAGE



TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES	4
1.0 PRÉAMBULE	4
1.1 NUMÉRO ET TITRE DU RÈGLEMENT.....	4
1.2 REMPLACEMENT DES RÈGLEMENTS ANTÉRIEURS	4
1.3 TERRITOIRE ASSUJETTI.....	4
1.4 PERSONNES ASSUJETTIES.....	5
1.5 LE RÈGLEMENT ET LES LOIS.....	5
1.6 VALIDITÉ	5
1.7 CHAMP D'APPLICATION.....	5
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES.....	6
2.1 INTERPRÉTATION DU TEXTE	6
2.2 UNITÉ DE MESURE	6
2.3 DES FIGURES ET DES TABLEAUX.....	6
2.4 INCOMPATIBILITÉ ENTRE LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET LES DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	7
2.5 TERMINOLOGIE	7
CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES.....	9
3.1 APPLICATION DU PRÉSENT RÈGLEMENT.....	9
CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS CONCERNANT LE PLAN DE ZONAGE.....	10
4.1 LE PLAN DE ZONAGE.....	10
4.2 RÉPARTITION DU TERRITOIRE EN ZONE.....	10
CHAPITRE 5 : CLASSIFICATION DES USAGES	11
5.1 LE GROUPE AGRICULTURE.....	11
5.2 LE GROUPE COMMERCE DE DÉTAIL.....	11
5.3 LE GROUPE CONSERVATION.....	12



5.4	LE GROUPE ÉNERGIE ÉLECTRIQUE	12
5.5	LE GROUPE FORESTIER	12
5.6	LE GROUPE INDUSTRIE DE TRANSFORMATION	13
5.7	LE GROUPE MINIER.....	13
5.8	LE GROUPE RÉCRÉATION	13
5.9	LE GROUPE RÉSIDENTIEL	14
5.10	LE GROUPE TRANSPORT ET COMMUNICATION.....	14
5.11	LE GROUPE UTILITÉ PUBLIQUE.....	15
5.12	LE GROUPE VILLÉGIATURE	15

CHAPITRE 6 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES À TOUTES LES ZONES

16

6.1	LES BÂTIMENTS ET USAGES TEMPORAIRES	16
6.2	NOMBRE DE CONSTRUCTIONS SUR UN TERRAIN.....	16
6.3	ENTREPOSAGE EXTÉRIEUR	17
6.4	AFFICHAGE	17
6.5	TERRITOIRE D'INTÉRÊT	17
6.6	DISPOSITIONS RELATIVES À LA CONSTRUCTION DE ROUTES PUBLIQUES OU PRIVÉES EN BORDURE DE TOUS LES COURS D'EAU ET DES LACS	17
6.7	DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX SUR LES TERRAINS SITUÉS EN BORDURE DE TOUS LES COURS D'EAU ET DES LACS.....	18
6.8	DISPOSITIONS RELATIVES À L'ABATTAGE D'ARBRES EN BORDURE DE TOUS LES COURS D'EAU ET DES LACS.....	19
6.9	DISPOSITIONS RELATIVES À LA PLANTATION EN BORDURE DES ROUTES	19
6.10	DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX DANS LE LITTORAL DE TOUS LES LACS ET COURS D'EAU.....	20
6.11	DISPOSITIONS EN BORDURE DES ROUTES FORESTIÈRES DE CLASSE 1 ET DES LIGNES DE TRANSPORT D'ÉNERGIE	20
6.12	DISPOSITIONS CONCERNANT LES USAGES AUTORISÉS DANS LES COURS AVANT ET LATÉRALES	21
6.13	DISPOSITIONS RELATIVES À LA CONSTRUCTION DES PISCINES RÉSIDENTIELLES	22

CHAPITRE 7 : DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À CERTAINS USAGES 23

7.1 ROULOTTES.....	23
7.2 DISPOSITIONS RELATIVES À L'ABATTAGE D'ARBRES À PROXIMITÉ D'UNE ROUTE ET D'UN CHEMIN PUBLICS	23
7.3 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES APPLICABLES À LA VILLÉGIATURE COMMERCIALE.....	23
7.4 PISCINES RÉSIDENTIELLES	24

CHAPITRE 8 : DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À CHACUNE DES ZONES.....26

8.1 ZONES AGROFORESTIÈRES.....	26
8.2 ZONES DE CONSERVATION.....	27
8.3 ZONES FORESTIÈRES.....	28
8.4 ZONES INDUSTRIELLES	30
8.5 ZONES RÉCRÉATIVES.....	31
8.6 ZONES RÉCRÉOFORESTIÈRES	31
8.7 ZONES URBAINES	32
8.8 ZONES DE VILLÉGIATURE	34

CHAPITRE 9 : NORMES RELATIVES AUX USAGES, AUX CONSTRUCTIONS ET AUX LOTS DÉROGATOIRES 36

9.1 NORMES RELATIVES AUX USAGES ET AUX CONSTRUCTIONS DÉROGATOIRES.....	36
9.2 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS ET USAGES SUR DES LOTS DÉROGATOIRES.....	37

CHAPITRE 10 : DISPOSITIONS FINALES..... 38

10.1 CONTRAVENTION ET RECOURS	38
10.2 AMENDEMENT DU PRÉSENT RÈGLEMENT	39
10.3 ENTRÉE EN VIGUEUR DU PRÉSENT RÈGLEMENT	39

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

1.0 Préambule

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement comme s'il était ici au long reproduit.

1.1 Numéro et titre du règlement

Le présent règlement est identifié par le numéro 94-086, et porte le titre de "Règlement de zonage pour le territoire non organisé (TNO) de la municipalité régionale de comté (MRC) de Maria-Chapdelaine", ci-après nommé le règlement.

1.2 Remplacement des règlements antérieurs

Le présent règlement remplace tout règlement ou dispositions de règlement antérieur ayant trait au zonage. Le remplacement ne doit pas être interprété comme affectant toute matière ou chose faite ou qui doit être faite en vertu du ou des règlements ainsi remplacés. Toute infraction commise ou toute poursuite intentée en vertu du ou des règlements ainsi remplacés peut être traitée de la manière prévue dans ce ou ces règlements remplacés.

1.3 Territoire assujetti

Le présent règlement s'applique à l'ensemble des territoires non organisés (TNO) soumis à la juridiction de la Municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine.

1.4 Personnes assujetties

Le présent règlement touche toute personne morale de droit public ou de droit privé de même que tout particulier.

1.5 Le règlement et les lois

Aucun article du présent règlement ne saurait avoir pour effet de soustraire toute personne à l'application d'une loi du Canada ou du Québec.

1.6 Validité

Le conseil de la Municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine décrète le présent règlement dans son ensemble et également chapitre par chapitre, section par section, article par article, alinéa par alinéa de manière à ce que, si un chapitre, une section, un article ou un alinéa de ce règlement était ou devrait être déclaré nul par la cour ou d'autres instances, les autres dispositions du présent règlement continueraient de s'appliquer.

1.7 Champ d'application

Tout lot ou terrain ou partie de terrain devant être occupé, de même que tout bâtiment ou partie de bâtiment et toute construction ou partie de construction devant être érigé, doivent l'être conformément aux dispositions du présent règlement. De même, tout bâtiment, toute construction ou tout terrain ou lot dont on envisage de modifier l'occupation ou l'utilisation doit se conformer aux exigences du présent règlement. De même, **quiconque désire faire construire, installer ou faire construire ou installer une piscine doit se conformer aux exigences du présent règlement** (Réf. : Règlement no. 03-209).

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

2.1 Interprétation du texte

Les règles d'interprétation suivantes s'appliquent au présent règlement :

- a) quel que soit le temps du verbe employé dans le présent règlement toute disposition est tenue pour être en vigueur à toutes les époques et dans toutes les circonstances;
- b) le singulier comprend le pluriel et vice-versa, à moins que le contexte ne s'y oppose;
- c) l'emploi du verbe "DEVOIR" indique une obligation absolue, le verbe "POUVOIR" indique un sens facultatif, sauf dans l'expression "NE PEUT " qui signifie "NE DOIT";
- d) le genre masculin comprend le genre féminin à moins que le contexte n'indique le contraire;
- e) l'autorisation de faire une chose comporte tous les pouvoirs nécessaires à cette fin.

2.2 Unité de mesure

Toutes les dimensions et mesures employées dans le présent règlement sont exprimées en unités du Système International (SI) (système métrique).

2.3 Des figures et des tableaux

Les tableaux, figures et toute forme d'expression autre que le texte proprement dit, contenus dans le présent règlement, en font partie intégrante, En cas de contradiction, le texte prévaut.

2.4 Incompatibilité entre les dispositions générales et les dispositions spécifiques

En cas d'incompatibilité entre les dispositions générales et des dispositions spécifiques pour toutes les zones ou une zone en particulier, les dispositions spécifiques s'appliquent.

2.5 Terminologie

Pour l'interprétation du présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, certains mots ou expressions ont le sens et la signification qui leur sont attribués à l'article 2.3 sur la terminologie du règlement relatif à l'émission des permis et certificats dans les territoires non organisés de la MRC de Maria-Chapdelaine. Si un mot ou un terme n'y est pas spécifiquement noté à ce chapitre, il s'emploie au sens communément attribué à ce mot ou ce terme.

Perron

Signifie un balcon ouvert, couvert ou non, et qui peut être entouré d'une balustrade ou d'un garde-fou.

Pièce habitable

Local propice à l'habitation de jour et de nuit, selon les dimensions, superficies et volumes minimaux prévus aux règlements provinciaux d'hygiène.

Porche

Avant-corps d'un édifice qui couvre une porte ouvrant sur l'extérieur. Celui-ci peut être ouvert ou fermé par rapport au corps principal du bâtiment.

Portique

Sas protégeant la porte d'entrée du bâtiment contre les intempéries.



Véranda

Balcon recouvert et emmuré à l'extérieur d'un bâtiment.

CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS CONCERNANT LE PLAN DE ZONAGE

4.1 Le plan de zonage

Le plan de zonage en deux feuillets portant les lettres A et B, lesquels ont été préparés par la MRC de Maria-Chapdelaine en date 14/12/94 est modifié par l'agrandissement de la zone U2 à même une partie de la zone A1 tel que représenté sur le plan ci-joint à titre d'annexe A qui fait partie intégrante du présent règlement.

Nonobstant le paragraphe précédent, les distances apparaissant au plan 1 B, pour les zones de Conservation et Récréatives ont été surévaluées afin de permettre un repérage visuel. Leurs largeurs exactes, sont respectivement de 60,0 mètres et de 5,0 mètres à partir de la ligne naturelle des hautes eaux.

4.2 Répartition du territoire en zones

Afin de pouvoir réglementer les usages et les bâtiments ainsi que les normes générales ou spécifiques à certains usagers et bâtiments, l'ensemble du territoire non organisé est divisé en zones, lesquelles sont inscrites au plan de zonage sous cette forme :

- Zone agroforestière
- Zone de conservation
- Zone industrielle
- Zone forestière
- Zone récréoforestière
- Zone récréative
- Zone urbaine
- Zone de villégiature

CHAPITRE 5 : CLASSIFICATION DES USAGES

Pour les fins du présent règlement, les usages et les bâtiments sont rassemblés en groupe. Cette classification a pour but de regrouper les bâtiments, usages ou espaces offrant des caractéristiques compatibles. Elle constitue une description indicative et non limitative. Par conséquent, un usage non cité peut être intégré dans un groupe dont les usages sont similaires.

5.1 Le groupe agriculture

Le groupe agriculture comprend les usages et les bâtiments reliés à l'exploitation agricole :

- Culture;
- Élevage;
- Transformation agroalimentaire;
- Recherche agroalimentaire.

5.2 Le groupe commerce de détail

Le groupe commerce de détail comprend les utilisations du sol et les bâtiments reliés à la vente au détail et au service :

- Vente au détail;
- Service.

5.3 Le groupe conservation

Le groupe conservation comprend les utilisations du sol et les bâtiments nécessaires à la mise en valeur et à l'interprétation des milieux naturels ainsi que les espaces réservés à la conservation intégrale :

- Les aires de récréations extensives;
- Centre écologique;
- Station piscicole;
- Centre d'interprétation;
- Sanctuaire;
- Réserve écologique.

5.4 Le groupe énergie électrique

Le groupe énergie électrique comprend les utilisations du sol et les bâtiments nécessaires à l'exploitation des ressources hydroélectriques :

- Barrage et digue;
- Centrale et bâtiments d'entretien;
- Poste.

5.5 Le groupe forestier

Le groupe forestier comprend les utilisations du sol et les bâtiments reliés à l'aménagement et à l'exploitation forestière :

- Culture de semis;
- Aire d'empilement et de tronçonnage (feuillus et résineux);
- Camps forestiers;
- Bâtiments d'entretien;
- Aire d'entreposage de bois de chauffage.

5.6 Le groupe industrie de transformation

Le groupe industrie de transformation comprend les utilisations du sol et les bâtiments nécessaires à la transformation des ressources :

- Transformation agroalimentaire;
- Transformation forestière (moulin de sciage, pâte et papier);
- Transformation de la roche, de la pierre, de l'argile, du sable et gravier (moulin, concasseur, etc.);
- Services industriels.

5.7 Le groupe minier

Le groupe minier comprend les usages et les bâtiments reliés à l'exploitation d'extraction :

- Extraction minière à ciel ouvert ou souterraine;
- Extraction des hydrocarbures, du gaz, du charbon;
- Extraction de tourbe;
- Extraction de sable, de gravier, de pierre;
- Extraction de minéraux industriels;
- Entreposage du minerai et hydrocarbure;
- Aire pour le transport, le concassage et lessivage.

5.8 Le groupe récréation

Le groupe récréation comprend les utilisations du sol et les bâtiments reliés à la pratique d'activités récréatives :

Sous-groupe 1 :

- Abri de piégeage;
- Abri de chasse;
- Halte routière et aire de repos.

Sous-groupe 2 :

- Base et centre de plein air;
- Pourvoirie sans droit exclusif;



- Halte routière et aire de repos.

Sous-groupe 3 : - Pourvoirie avec droit exclusif.

5.9 Le groupe résidentiel

Le groupe résidentiel comprend les utilisations du sol et les bâtiments reliés à l'hébergement privé :

- Résidence unifamiliale incluant les maisons mobiles;
- Résidence bifamiliale incluant duplex et semi-détaché;
- Résidence trifamiliale;
- Résidence multifamiliale.

5.10 Le groupe transport et communication

Le groupe transport et communication comprend les utilisations du sol et les bâtiments reliés à l'exercice des activités de transport et communication :

Sous-groupe 1

- Cour de triage et entreposage du matériel;
- Transport de l'électricité (ligne et tours de transmission, postes);
- Tours radio, micro-ondes, station de réception, etc.

Sous-groupe 2

- Transport aérien et bâtiments d'entretien;
- Base d'hydravion et bâtiments d'entretien.

5.11 Le groupe utilité publique

Le groupe utilité publique comprend les utilisations du sol et les bâtiments reliés à la fourniture de services publics;

- Entreposage des déchets;
- Prise d'eau;
- Équipement de traitement et d'évacuation des eaux usées.

5.12 Le groupe villégiature

Le groupe villégiature comprend les utilisations du sol et les bâtiments reliés à la pratique d'activités d'hébergement :

Sous-groupe 1

- Camp de chasse, de pêche;
- Chalet.

Sous-groupe 2

- Villégiature commerciale.

N.B. Une coquille s'est glissé dans la numérotation du point précédent. Il passe du numéro 5.11 au numéro 5.12. La modification sera effective lors d'une prochaine modification aux règlements d'urbanisme des TNO.

CHAPITRE 6 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES À TOUTES LES ZONES

Les dispositions édictées à la présente section s'appliquent à l'ensemble des zones à moins qu'une disposition spécifique indique une norme différente.

6.1 Les bâtiments et usages temporaires

De manière générale, les bâtiments temporaires desservant les immeubles en cours de construction et utilisés aux fins de bureau temporaire de chantier ainsi qu'à l'entreposage de matériaux et d'outillage sont permis pour une période n'excédant pas douze (12) mois.

Une roulotte de chantier ou maison mobile peut être utilisée comme bureau de chantier ou comme RÉSIDENCE pour un gardien de chantier. La roulotte ou maison mobile devra être enlevée aussitôt que les travaux auxquels elle est reliée seront terminés.

Les bâtiments temporaires ne peuvent en aucun cas servir comme agrandissement, addition, ou comme bâtiment accessoire à un bâtiment principal.

6.2 Nombre de constructions sur un terrain

Pour les usages d'hébergements privés, permanents ou saisonniers, une seule construction principale est autorisée, Elle peut être accompagnée d'une ou de construction(s) accessoire(s).

Pour les autres usages principaux, il est permis plus d'une construction principale sur un même terrain. Elle(s) peut (peuvent) être accompagnés(s) d'une ou de construction(s) accessoire(s).

6.3 Entreposage extérieur

L'entreposage extérieur est limité à la cour arrière, mais jamais à moins de deux mètres (2,0m) de toute ligne de propriété et jamais à moins de dix mètres de toute ligne de rue privée ou publique.

De plus, aucun entreposage de matériaux miniers ou forestiers, site de déchets, cimetière d'automobile ne doit être situé à une distance moindre de trente mètres (30 m) de la ligne naturelle des hautes eaux.

6.4 Affichage

La signalisation municipale et la signalisation de nature publique sont autorisées mais jamais de manière à masquer un point de vue naturel intéressant.

L'affichage commercial est autorisé sur poteau et sur façade et doit être localisé sur l'emplacement même du commerce. Le nombre maximum d'affiche est de deux par emplacement.

6.5 Territoire d'intérêt

Aucune construction et aucun ouvrage autre que ceux appartenant au groupe conservation ne peut être réalisé sur les espaces identifiés "territoire d'intérêts" au plan de zonage. À moins de dispositions contraires expriment un territoire d'intérêt couvre une superficie de 1 000 mètres de rayon.

6.6 Dispositions relatives à la construction de routes publiques ou privées en bordure de tous les cours d'eau et des lacs

La distance minimale entre toute nouvelle route (utilisée par des véhicules automobiles) et un cours d'eau ou un lac, à l'exception des voies publiques de circulation conduisant à des débarcadères ou permettant la traversée d'un cours d'eau ou d'un lac, doit être de 60 m.

Nonobstant le paragraphe précédent, cette distance peut être moindre, là où les conditions topographiques et morphologiques ne permettent pas de rencontrer ces exigences, ou lorsque que l'on doit se raccorder au réseau routier existant. Dans ces cas, des études devront identifier les impacts sur le milieu aquatique et prévoir des mesures de mitigations adéquates.

6.7 Dispositions relatives aux travaux sur les terrains situés en bordure de tous les cours d'eau et des lacs

Aucune construction, aucun ouvrage incluant tous les travaux portant atteinte à la couverture végétale, ni fosse ou installation septique n'est permis sur une bande de quinze mètres (15 m) en bordure d'un cours d'eau ou d'un lac, mesuré à partir de la ligne naturelle des hautes eaux à l'exception :

- a) d'une ouverture d'une largeur de cinq mètres (5 m) donnant accès au plan d'eau, lorsque la pente est inférieure à trente pour-cent (30%). Seule une fenêtre verte d'une largeur de cinq mètres (5 m) peut être aménagée, lorsque la pente est supérieure à trente pour-cent (30%);
- b) des travaux de stabilisation des rives par des plantes pionnières et des plantes des rives, des cours d'eau et des lacs de façon à freiner l'érosion et à rétablir leur caractère naturel;

Nonobstant le paragraphe précédent, des travaux de stabilisation des rives à l'aide de perrés, gabions ou murs de soutènement sont permis lorsque la pente, la nature et les conditions de terrain de sol ne permettent pas de rétablir la couverture végétale et le caractère naturel de la rive, mais en accordant priorité à la technique la plus susceptible de rétablir le caractère naturel de la rive;

- c) des travaux pour les fins municipales et publiques pour fins d'accès publics;
- d) des travaux tels que le fauchage, visant à contrôler ou à sélectionner la végétation herbacée par des moyens autres que chimiques ou par le brûlage et de même que la coupe des arbres morts. Ces travaux ne doivent pas porter atteinte au maintien de la couverture végétale;



- e) des travaux d'entretien, de réfection ou de remise en état d'ouvrages existants à condition de ne pas créer un foyer d'érosion et de conserver le caractère naturel des lieux;
- f) quai, abri pour bateau ou débarcadères sur pilotis, sur pieux ou encoffrements ou fabriqués de plates-formes flottantes, station de pompage.

6.8 Dispositions relatives à l'abattage d'arbres en bordure de tous les cours d'eau et des lacs

Autour d'un lac ou d'un cours d'eau à écoulement permanent, une lisière boisée d'une largeur minimale de vingt mètres (20 m) mesurée à partir de la limite des arbres doit être conservée. Il est cependant permis :

- a) de prélever les tiges de dix centimètres (10 cm) et plus dans une proportion maximale de trente pour-cent (30%);
- b) de faire des interventions en milieu forestier public, le tout selon le règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine public.

6.9 Dispositions relatives à la plantation en bordure des routes

En bordure de la rue Principale dans le canton Proulx et à l'arrière des zones urbaines, le reboisement est interdit sur une lisière d'une largeur minimale de vingt mètres (20 m) mesurée à partir de la limite de l'emprise et de la limite des zones urbaines.

Dans le cas d'une route secondaire le reboisement est interdit sur une lisière d'une largeur minimale de cinq mètres (5,0 m) mesurée à partir de la limite de l'emprise.

Nonobstant les paragraphes précédents, il est cependant permis de reboiser à l'arrière des zones urbaines avec des groupes d'essences feuillus mais jamais à moins de cinq mètres (5,0 m) de la limite des zones urbaines.

6.10 Dispositions relatives aux travaux dans le littoral de tous les lacs et cours d'eau

Dans le littoral, l'objectif primordial est de respecter l'intégrité et le caractère naturel des lieux. Si des aménagements devenaient nécessaires, ils devraient être conçus de façon à ne pas nuire à la libre circulation des eaux.

Seuls les quais, abri ou débarcadère sur pilotis, sur pieux ou encoffrements, occupant moins du 1/3 de la longueur totale, ou fabriqués de plates-formes flottantes ainsi que les ouvrages de régularisation publics, les prises d'eau, les stations de pompage, les émissaires et les traverses publiques sont permis.

Nonobstant les paragraphes précédents, une route est autorisée lorsque que l'on doit se raccorder au réseau routier existant et que les conditions topographiques et morphologiques ne permettent pas de rencontrer les exigences. Dans ces cas, des études devront identifier les impacts sur le milieu aquatique et prévoir des mesures de mitigations adéquates.

6.11 Dispositions en bordure des routes forestières de classe 1 et des lignes de transport d'énergie

Aucune construction et aucun ouvrage, autres que ceux directement relié au réseau de transport, est autorisé dans l'emprise et à moins de 10,0 m de l'emprise reliée aux routes forestières de classe 1 et aux lignes de transport d'énergie.

6.12 Dispositions concernant les usages autorisés dans les cours avant et latérales

6.12.1 Cour avant et cour latérale donnant sur une rue

Aucun usage n'est permis dans la cour avant et la cour latérale donnant sur une rue et cet espace doit être conservé libre, à l'exception des :

- rampes d'accès pour handicapés;
- perrons et galeries pourvu que l'empiètement n'excède pas deux mètres (2,0 m);
- porches, portiques, véranda, avant-toits et escaliers emmurés pourvu que l'empiètement n'excède pas deux mètres (2,0 m) et que la superficie n'excède pas cinq mètres carrés (5,0 m²);
- murets, fenêtres en baie et cheminées faisant corps avec le bâtiment pourvu que l'empiètement n'excède pas un mètre (1,0 m);
- marquises pourvu que l'empiètement dans la marge avant n'excède pas deux mètres (2,0 m);
- trottoirs, plantations, allées ou autres aménagements paysagers, des clôtures tels que réglementés dans le présent règlement;
- stationnements à l'exception de l'espace devant le bâtiment principal;
- affiches et enseignes telles que spécifiées dans le présent règlement;
- luminaires de deux mètres (2,0 m) de hauteur ou moins pourvu qu'ils soient situés à plus de un mètre (1,0 m) de l'emprise de la voie publique et disposés de telle manière qu'aucun rayon lumineux ne soit projeté hors du terrain sur lequel ils sont installés;
- constructions souterraines et non apparentes;
- champs d'épuration et puits d'eau potable.

6.12.2 Cour latérale ne donnant pas sur une rue

- rampes d'accès pour handicapés;
- perrons et galeries pourvu que l'empiètement n'excède pas deux mètres (2,0 m);

- porches, portiques, véranda, avant-toits et escaliers emmurés pourvu que l'empiétement n'excède pas deux mètres (2,0 m) et que la superficie n'excède pas cinq mètres carrés (5,0 m²);
- les avant-toits, murets décoratifs et cheminées pourvu qu'ils n'excèdent pas plus de six dixièmes de mètre (0,6 m) dans la cour latérale;
- escaliers, mais jamais à moins de un mètre et cinq dixièmes (1,5 m) de la ligne de propriété;
- trottoirs, plantations, allées ou autres aménagements paysagers, des clôtures et des murs tels que réglementés sans le présent règlement;
- stationnements;
- champs d'épuration et puits d'eau potable;
- piscines;
- entreposages extérieurs tels que spécifiés dans le règlement;
- le stationnement de camion (commercial ou de transport) ou d'équipement lourd ;
- usages et bâtiments accessoires conformes aux dispositions du présent règlement (réf. : Règlement no. 98-146).

6.13 Dispositions relatives à la construction des piscines résidentielles

La construction de piscine résidentielle est permise dans toutes les zones en conformité avec les dispositions spécifiques à cet usage (Réf. : Règlement no.03-209).

N.B. Une coquille s'est glissé dans la numérotation du point précédent. Il passe du numéro 6.12 au numéro 6.13. La modification sera effective lors d'une prochaine modification aux règlements d'urbanisme des TNO.

CHAPITRE 7 : DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À CERTAINS USAGES

7.1 Roulottes

L'utilisation d'une roulotte à des fins résidentielles permanentes est prohibée sauf si elle est spécifiquement autorisée dans une zone à des fins de villégiature.

7.2 Dispositions relatives à l'abattage d'arbres à proximité d'une route et d'un chemin publics

En bordure d'une route et d'un chemin publics, sauf pour des fins agricoles, une lisière boisée doit être conservée d'une largeur minimale de trente mètres (30 m) mesurée à partir de l'emprise. Un prélèvement partiel de trente pour-cent (30%) des tiges de dix centimètres (10 cm) et plus est permis par période de cinq ans.

7.3 Dispositions spécifiques applicables à la villégiature commerciale

L'implantation de bâtiments reliés à la villégiature commerciale doit être :

- situé à plus de 100,0 m de tout autre emplacement;
- situé à plus de 1 000,0 m de tout emplacement de villégiature;
- être construit de façon à héberger un minimum de six personnes à l'intérieur de chambres ou d'un dortoir;
- être inclus dans le calcul du potentiel faunique pour le secteur où il est situé;
- être conforme aux normes d'aménagement et de services minimums prévus pour les établissements touristiques.

CHAPITRE 8 : DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À CHACUNE DES ZONES

8.1 Zones agroforestières

8.1.1 Usages autorisés

Dans les zones A1 et A2 sont autorisés les usages et les bâtiments :

- du groupe résidentiel;
- du groupe agricole;
- du groupe forestier;
- du groupe villégiature;
- du groupe utilité publique;
- accessoires.

8.1.2 Marge de recul minimale

- La marge de recul avant minimale doit être de 10,0 m;
- La marge de recul arrière minimale doit être de 10,0 m;
- La marge de recul latérale minimale pour chacun des côtés, sauf pour les bâtiments jumelés où l'une des marges est nulle, est égale à la hauteur du bâtiment, mais jamais moins de 6,0 m.

8.1.3 La hauteur du bâtiment principal

- La hauteur minimale du bâtiment principal doit être de 2,4 m du sommet de la surface du solage au sommet du mur extérieur;
- La hauteur maximale doit être de deux étages ou 5,0 m du sommet de la surface du solage au sommet du mur extérieur.

8.3 Zones forestières

8.3.1 Usages autorisés

Dans les zones F sont autorisés les usages et les bâtiments :

- du groupe forestier;
- du groupe minier;
- du groupe transport et de communication;
- du sous-groupe villégiature 1;
- du sous-groupe récréation 3;
- du groupe utilité publique;
- accessoires;
- **roulottes de voyage à titre d'usage principal** (réf. : Règlement no. 96-112)

8.3.1.1 Usages autorisés

Outre les usages autorisés dans toutes les zones forestières, sont aussi autorisées les pourvoiries sans droits exclusifs dans les zones F3, F4, F5 et F6 (Réf. : Règlement no. 00-173).

8.3.2 Marge de recul minimale pour tous les bâtiments

Chacune des marges de recul minimale est d'au moins dix mètres (10,0 m).

Nonobstant le paragraphe précédent aucune construction ne doit être située à une distance moindre de vingt cinq mètres (25 m) de la ligne naturelle des hautes eaux.

8.3.3 La hauteur du bâtiment principal

- La hauteur minimale du bâtiment principal doit être de 2,4 m du sommet de la surface du solage au sommet du mur extérieur;
- La hauteur maximale doit être de deux étages ou 5,0 m du sommet de la surface du solage au sommet du mur extérieur.



8.3.4 Hauteur et superficie des bâtiments accessoires

En aucun temps, la hauteur d'un bâtiment accessoire, du sol au point le plus haut du toit, ne doit excéder neuf mètres (9,0 m) par rapport au niveau moyen du sol adjacent. La superficie totale ne doit pas excéder dix pour cent (10%) de la superficie totale de l'emplacement.

8.5 Zones récréatives

8.5.1 Usages autorisés

Dans la zone R sont autorisés les usages et bâtiments :

- du groupe conservation;
- accessoires.

8.5.2 Marge de recul minimale pour tous les bâtiments

Chacune des marges de recul minimale est d'au moins dix mètres (10,0 m).

Nonobstant le paragraphe précédent aucune construction ne doit être située à une distance moindre de vingt cinq mètres (25 m) de la ligne naturelle des hautes eaux.

8.6 Zones récréoforestières

8.6.1 Usages autorisés

Dans les zones RF sont autorisés les usages et bâtiments :

- du groupe forestier;
- reliés à l'extraction;
- du sous-groupe transport et communication 1;
- du groupe villégiature;
- du sous-groupe récréation 1 et 2;
- du groupe utilité publique;
- reliés à la culture du sol;
- accessoires;
- **roulottes de voyage à titre d'usage principal** (Réf. : Règlement no. 96-112).

8.6.2 Marge de recul minimale pour tous les bâtiments

Chacune des marges de recul minimale est d'au moins dix mètres (10,0 m);

Nonobstant le paragraphe précédent, aucune construction ne doit être située à une distance moindre de vingt-cinq mètres (25,0 m) de la ligne naturelle des hautes eaux.

8.6.3 La hauteur du bâtiment principal

- La hauteur minimale du bâtiment principal doit être de 2,4 m du sommet de la surface du solage au sommet du mur extérieur;
- La hauteur maximale doit être de deux étages ou 5,0 m du sommet de la surface du solage au sommet du mur extérieur.

8.6.4 Hauteur et superficie des bâtiments accessoires

En aucun temps, la hauteur d'un bâtiment accessoire, du sol au point le plus haut du toit, ne doit excéder neuf mètres (9,0 m) par rapport au niveau moyen du sol adjacent. La superficie totale ne doit pas excéder dix pour cent (10%) de la superficie totale de l'emplacement.

8.7 Zones urbaines

8.7.1 Usages autorisés

Dans la zone U1 sont autorisés les usages et les bâtiments :

- du groupe résidentiel, incluant les maisons mobiles;
- accessoires.

Dans la zone U2 sont autorisés les usages et bâtiments :

- du groupe résidentiels;
- du groupe commerce de détails;
- mixte, résidentiels et commerciaux;

CHAPITRE 10 : DISPOSITIONS FINALES

10.1 Contravention et recours

Toute personne qui enfreint l'un quelconque des dispositions de ce règlement est coupable d'offense et passible d'une amende, avec ou sans frais, et à défaut de paiement de ladite amende et des frais, suivant le cas, dans les quinze jours après le prononcé du jugement, d'un emprisonnement sans préjudice à tout autre recours qui peut être exercé contre elle.

Le montant de ladite amende et le terme dudit emprisonnement sont fixés par la cour, à sa discrétion, mais ladite amende ne peut être inférieure à 300\$ et ne peut excéder 1 000\$ avec ou sans frais, suivant le cas.

Si l'infraction est continue, elle constitue jour par jour une offense séparée et le contrevenant est passible de l'amende et de la pénalité ci-dessus édictées pour chaque jour durant lequel l'infraction se continuera.

La procédure pour le recouvrement des amendes est celle prévue à la première partie de la Loi des poursuites sommaires (L.R.Q., chap. P-15).

La Cour supérieure, sur requête de la Municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine, peut ordonner la cessation d'une utilisation du sol ou d'une construction incompatible avec les dispositions du présent règlement.

Elle peut également ordonner aux frais du propriétaire, l'exécution des travaux requis pour rendre l'utilisation du sol ou la construction conforme à la loi et au présent règlement ou, s'il n'existe pas d'autres remèdes utiles, la démolition de la construction ou la remise en état du terrain.

De même, la Cour supérieure peut, sur requête de la Municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine ou de tout intéressé, prononcer la nullité de toute opération cadastrale faite à l'encontre du présent règlement.

La Municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine peut aussi employer tout autre recours utile.

10.2 Amendement du présent règlement

Les dispositions du présent règlement ne peuvent être modifiées ou abrogées que conformément à la Loi.

10.3 Entrée en vigueur du présent règlement

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Adopté à la séance du conseil tenue le 14^{ième} jour de DÉCEMBRE 1994.

Préfet

Secrétaire-trésorier

EN VIGUEUR LE 23 Décembre 1994

AMENDEMENT (NO)	ADOPTÉ LE	EN VIGUEUR LE
95-101	22 novembre 1995	
96-112	8 mai 1996	
96-114	10 juillet 1996	
98-146	25 novembre 1998	
00-173	26 septembre 2000	
02-194	12 février 2003	
03-209	9 juillet 2003	